

# SOCIALISTES

Journal du PS Suisse  
111 · Septembre 2023  
AZB 3001 Berne · Post CH AG



## Nous prenons parti pour une Suisse solidaire !

**Vous tenez dans vos mains la dernière édition de Socialistes avant les élections fédérales. Découvrez-y nos engagements pour le pouvoir d'achat, l'égalité et la sécurité d'approvisionnement, et parlez-en autour de vous pour une victoire le 22 octobre !**

### INCLUSION

Dans ce numéro, vous trouverez une carte de signature pour l'initiative pour l'inclusion. Le PS soutient ce texte, qui demande l'égalité, la participation, l'autodétermination et l'assistance pour les personnes en situation de handicap. À vos stylos !

### INTERVIEW EXCLUSIVE D'ELISABETH BAUME-SCHNEIDER

Notre conseillère fédérale Elisabeth a pris le temps de revenir sur ses premiers mois au sein du Conseil fédéral avec la rédaction. Apprenez-en plus sur ses projets et ses engagements, ainsi que les dossiers prioritaires de son Département. Page 5, 6, 7

## L'IMAGE DU MOIS

Cela n'aura échappé à personne: Alain Berset a annoncé ne pas se représenter au Conseil fédéral. Nous tenons à le remercier pour l'immense travail accompli au cours des 12 années passées au plus haut niveau de la politique helvétique. Nombre de Suissesses et de Suisses se souviennent de lui en tant que « Monsieur COVID ». Et, bien qu'il ait été un acteur central dans la gestion de la pandémie, il serait injuste de le réduire à cela. Il a milité et travaillé avec ferveur pour l'amélioration de l'égalité des personnes en situation de handicap, œuvré pour un État social fort et s'est engagé contre l'explosion des primes d'assurance-maladie. Il a également œuvré pour l'égalité entre femmes et hommes par l'instauration du congé paternité de deux semaines, par la mise en place de la stratégie pour l'égalité 2030 ou encore en instaurant un contrôle pour l'égalité salariale. Nous le remercions pour le travail accompli et lui souhaitons une bonne continuation pour son retour à la vie civile!



# Plus jamais sans nous !



Rebekka Wyler, co-secrétair.e générale du PS Suisse

Les personnes en situation de handicap sont encore souvent exclues de nombreux domaines de la société, y compris la politique. Les services d'assistance sont insuffisants, ce qui rend difficile leur participation aux réunions et aux événements politiques. De plus, dans la vie politique, les personnes en situation de handicap sont parfois confrontées au mépris ou au paternalisme. En tant que socialistes, nous ne pouvons pas tolérer cela. Nous nous alignons en cela sur la Déclaration universelle des droits de l'homme et du citoyen (son nom historique) : « Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. » Chacun-e a le droit d'être inclus-e dans la société et de participer à la détermination de ses conditions de vie.

Les groupes discriminés se sont organisés, ont résisté et ont revendiqué leurs droits tout au long de l'histoire. De nombreuses mouvances sont nées, comme le mouvement ouvrier au milieu du 19<sup>e</sup> siècle, puis le mouvement pour les droits des femmes, le mouvement des droits ci-

viques et le mouvement LGBTQIA+. Depuis longtemps, les personnes en situation de handicap s'organisent également et revendiquent leurs droits. Cette lutte est de plus en plus visible au grand jour. Fin août, lors du Congrès du Parti socialiste suisse à Bienne, le soutien à l'initiative pour l'inclusion a été voté par les délégué-es. Il est grand temps de mettre en œuvre la véritable égalité des droits pour les personnes en situation de handicap. Vous trouverez une carte de signatures à cet effet dans ce numéro.

Le Parti socialiste s'efforce, également en tant qu'organisation, de promouvoir l'inclusion. Nos congrès se tiennent dans des lieux accessibles et, sur demande, une interprétation en langue des signes est disponible. Les présentations sont envoyées à l'avance aux camarades ayant une déficience visuelle. Cependant, il y a encore du travail à faire à tous les niveaux du parti en ce qui concerne l'inclusion et la participation des camarades en situation de handicap, et nous continuons à nous y atteler.

Dans différents cantons, des camarades en situation de handicap se portent candidat-es sur nos listes. La campagne électorale du Parti socialiste suisse pour les élections fédérales sera présentée en langage simplifié et en langue des signes. Pour une Suisse solidaire et inclusive, le Parti socialiste est indispensable. Le 22 octobre, toutes et tous aux urnes !



## Chaque voix compte

Cela n'aura échappé à personne : la campagne pour les élections fédérales du 22 octobre est lancée. Cela fait déjà de nombreux mois qu'elle a commencé à Berne. À droite de l'échiquier, on a sorti les marottes habituelles. Suppression de l'assurance-maladie obligatoire, affaiblissement des services publics, augmentation impressionnante des dépenses de l'armée, refus de l'indexation des rentes : on arrose à tout-va chez ses allié-es et on réduit les dépenses pour celles et ceux qui en auraient vraiment besoin.

Dans un monde en constante évolution, les défis auxquels nous sommes confronté-es sont nombreux. Le changement climatique menace notre planète, les inégalités économiques se creusent, la crise sanitaire a mis en lumière la nécessité d'un système de santé robuste et l'égalité n'est toujours pas atteinte. Nous avons la responsabilité de nous assurer que chaque voix compte, que chaque problème soit entendu, et que chaque solution soit mise en œuvre pour améliorer la vie des gens.

Conserver nos sièges, et en gagner de nos nouveaux, ce n'est pas seulement une victoire pour le PS. C'est une victoire pour toutes celles et ceux qui rêvent d'un avenir meilleur, pour chaque travailleur-euse qui lutte pour des salaires décentes, pour chaque famille qui ne peut plus s'offrir une soirée au cinéma après avoir payé ses primes d'assurance, pour chaque personne qui subit au quotidien des violences ou des discriminations en raison de son identité de genre, de son orientation sexuelle, de sa couleur de peau ou de son origine.

Nous devons mobiliser toutes nos forces, unir nos voix et nos idées, et prendre parti ensemble pour une Suisse solidaire. Chacun-e de nous a un rôle à jouer dans cette bataille. Que ce soit en participant à une action téléphonique, en partageant notre message sur les réseaux sociaux, en contribuant à la campagne financièrement ou en encourageant nos proches à voter, chaque action compte.

Colin Vollmer, co-rédacteur en chef

### IMPRESSUM

Éditeur : PS Suisse, Theaterplatz 4, case postale, 3001 Berne  
Tél. 031 329 69 69, Fax 031 329 69 70, info@socialistes.ch  
Rédaction : Clément Borgeaud, Robin Magnusson, Colin Vollmer  
Production : Atelier Bläuer, Berne

# Pouvoir d'achat : pouvoir vivre bien

**La Suisse est un pays riche. Avec un PIB par habitant-e de près de 90 000 CHF, cela veut dire 360 000 CHF pour une famille de 4 personnes de revenu moyen. Avec de telles ressources, notre pays a largement les moyens de garantir à toutes et tous la liberté et le bien-être. Pourtant les temps sont durs pour la classe moyenne et les ménages modestes. Quelques solutions.**



Samuel Bendahan, co-président du Groupe socialiste aux Chambres fédérales

Le PS prend parti pour toutes et tous. C'est le slogan, mais qu'est-ce que cela veut dire concrètement ? Cela veut dire que nous trouvons inacceptable que depuis des dizaines d'années, les charges de la classe moyenne et des ménages les plus pauvres explosent, mais sans que les revenus ne soient adaptés. L'explosion des primes maladie, les loyers extrêmes dans de nombreuses circonstances, la hausse des prix du chauffage et de l'énergie ne sont que quelques exemples de charges qui augmentent bien plus vite que les revenus, et sur lesquelles les ménages n'ont que peu de contrôle.

En compensation, les salaires ne suivent pas ce mouvement de hausse. Lorsqu'ils augmentent, ce n'est que d'une fraction de l'inflation et cela ne suffit pas à compenser la

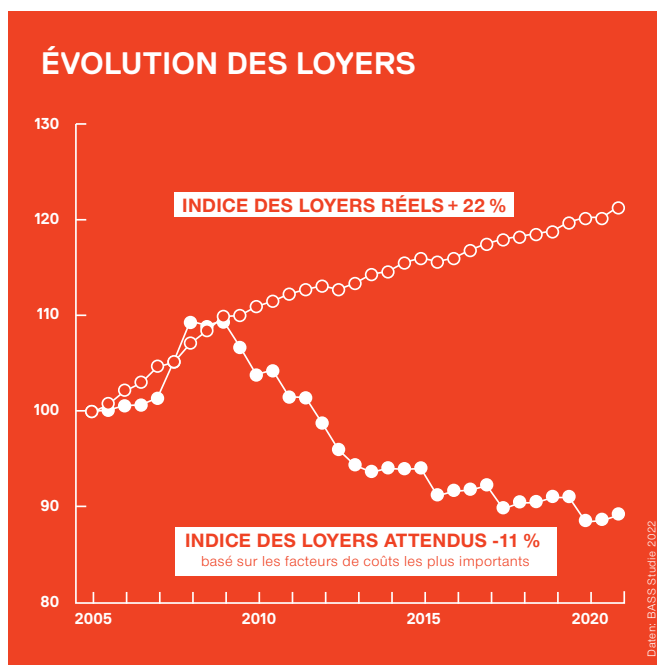
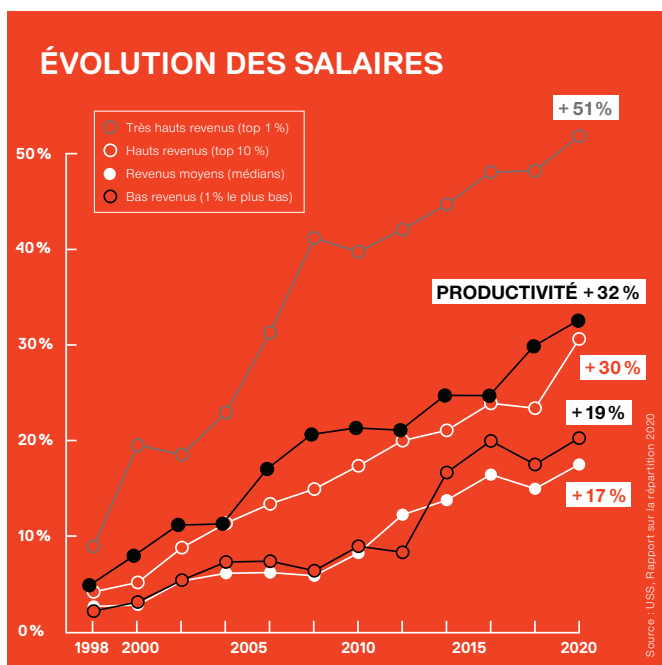
perte du pouvoir d'achat. Cela veut dire que le revenu disponible à la fin du mois fond comme peau de chagrin, et même des ménages de la classe moyenne supérieure ne parviennent plus à épargner et doivent faire très attention à leurs dépenses.

Il existe des solutions. L'explosion des primes n'est pas inéluctable. Si nous introduisons une caisse unique avec des primes en fonction du revenu, par exemple avec un calcul basé sur le barème de l'impôt fédéral direct, les primes pourraient être divisées par 2, voire par 5 ou 10 pour une majorité écrasante des ménages. Un couple avec 120 000 francs de revenu ne paierait plus que 100 CHF de primes par mois et par personne. Un sacré changement ! Et avec un tel système, nous disposerions des mêmes moyens pour financer les coûts de la santé. Faut-il rappeler au passage que nous pourrions aussi réduire ces coûts sans toucher aux prestations, si nous osions nous attaquer aux profits colossaux des entreprises pharmaceutiques qui engrangent des milliards de bénéfices par année, alors que les prix des médicaments sont nettement plus chers en Suisse qu'ailleurs.

La hausse des primes est spectaculaire, mais n'est pas le seul problème. Comme cela a été montré par l'ASLOCA, les rendements effectués par les sociétés financières immobilières sont colossaux, et cela mène à un montant de 10 milliards de loyers payés en trop par la population. Si les loyers étaient simplement ajustés pour permettre des rendements raisonnables plutôt qu'abusifs, nous pourrions déjà soulager les locataires de 4 000 CHF en moyenne par ménage et par an, soit une aide considérable.

Évidemment, ce ne sont pas les seuls leviers d'action. Il est fondamental d'agir du côté des revenus également. Il faut absolument renforcer l'AVS et les rentes en général, et à minima les indexer au coût de la vie, ce qui n'a jamais été fait sérieusement. Les rentes n'ont même pas augmenté dans la mesure de l'indice des prix à la consommation, et celui-ci ne tient même pas compte des primes maladie... La treizième rente AVS sur laquelle nous voterons pourra en partie corriger cela, mais il faudra toujours s'engager pour davantage de rentes et de solidarité. Finalement, personne ne peut dire qu'on a suffisamment pour vivre juste avec l'AVS, et c'est donc notre devoir constitutionnel de renforcer le premier pilier.

Enfin, il faut agir au niveau des salaires. Bien sûr que ceux-ci doivent aussi être indexés, mais il faut introduire comme nous le proposons dans de nombreux cantons des salaires minimaux. Personne ne doit être dans une situation où il ou elle travaille à 100 % et n'a malgré tout pas les moyens de vivre décemment. Notre parti a un engagement clair : se battre non seulement pour que la population puisse vivre, mais surtout pour qu'elle puisse vivre bien.





# Grande interview avec Elisabeth Baume-Schneider

**Le 7 décembre dernier, le Jura, dernier canton à avoir rejoint la Confédération, a enfin obtenu un siège au Conseil fédéral en la personne d'Élisabeth Baume-Schneider. Militante de longue date au Parti socialiste, elle représente, par son expérience comme assistante sociale, une gauche humaniste proche des réalités sociales. Aujourd'hui, nous revenons avec elle sur les premiers mois de son mandat en tant que conseillère fédérale.**

**Élisabeth Baume-Schneider, bonjour. Tu as été élue en décembre dernier au Conseil fédéral alors que les médias ne te donnaient qu'une faible chance d'y accéder. Quelle a été ta première pensée à l'annonce du résultat ?**

Au moment de l'annonce de mon élection, il m'était difficile d'avoir une pensée claire. J'ai, à ce moment-là, essentiellement ressenti deux émotions : du bonheur et de la reconnaissance pour la confiance que m'accordait l'Assemblée fédérale en m'élisant. C'est une grande joie et une exigeante responsabilité que de pouvoir porter mes idées au sein du Gouvernement fédéral. Et il est exact que j'ai été élue par surprise, mais certainement pas par hasard.

**On imagine que ton mandat implique un emploi du temps très chargé, qui s'occupe désormais de Petite Arvine\*? Comment t'es-tu adaptée au rythme effréné du travail de conseillère fédérale ?**

Petite Arvine n'est pas encore arrivée dans le Jura, mais les moutons sont des animaux très autonomes, qui ne demandent pas énormément d'attention. Il est cependant évident que, depuis décembre dernier, c'est mon mari qui les soigne.

Je me suis très vite adaptée au rythme de vie d'une conseillère fédérale. Le fait d'avoir un appartement à Berne me donne un lieu de vie et de repos nécessaire pour affronter les

\* Petite Arvine est la nouvelle venue dans le troupeau de moutons de la famille Baume-Schneider.

défis que représente cette fonction. Car il est vrai que le mandat de conseillère fédérale est intense, mais cette intensité est conjuguée au plaisir et au privilège que cette responsabilité représente. Il n'y a jamais eu un matin depuis mon élection où je ne me suis pas réjouie de traiter les dossiers et de réfléchir aux stratégies liées à mon Département et au travail du Conseil fédéral.

**Quelle est la première décision marquante que tu as prise en tant que conseillère fédérale ?**

Le premier moment marquant de mon mandat a eu lieu à la suite du tremblement de terre dévastateur qui a frappé la Turquie et la Syrie en début d'année. J'ai alors pris très rapidement des mesures pour aider les victimes qui ont de la famille en Suisse.

Un autre moment fort est ma décision pour assurer le suivi de l'apprentissage des jeunes réfugié-es ukrainien-nes. Il était pour moi essentiel que ces personnes qui ont fui la guerre et qui débutent une formation en Suisse puissent la terminer.

**Tu as très rapidement fait l'objet de critiques, principalement de la part de la droite. Comment expliques-tu cet entêtement à ton égard ?**

Il s'agit plutôt d'une stratégie. J'incarne la politique de solidarité du PS Suisse et de plus, je suis une femme, romande, avec un parcours de militante de gauche : tant de facteurs qui ne plaisent pas à tout le monde. En outre, je suis à la tête du Département fédéral en charge des politiques de migration, qui constituent une priorité politique pour certains partis. Je suis consciente que ces critiques vont continuer mais cela ne m'affecte pas durablement. Ce qui m'importe, c'est de défendre mes idées humanistes et argumenter afin de bénéficier de la compréhension de la population sur ces questions de société et sur la nécessité de respect de la dignité humaine.

**Certains partis jouent sur le terrain de la peur, de l'angoisse en faisant croire à des flux massifs de réfugié-es à nos frontières, tout en refusant de te soutenir pour trouver des solutions à ces situations. Concrètement, quelle est ton action dans ce domaine ?**

En politique, il est essentiel de baser nos décisions sur des faits et non sur des émotions. Il est vrai que nous voyons cette année un développement important de l'immigration. Avec la guerre en Ukraine, le système est

fortement sollicité et il est difficile de traiter les demandes avec la diligence souhaitée. Il est important de bénéficier des ressources pour traiter les demandes dans les meilleurs délais. La Suisse a les capacités d'accueillir les personnes ayant droit à notre protection avec un enjeu principal en matière d'intégration, en particulier sur le marché du travail.

**Au niveau international, nous observons une vague de conservatisme remettant en question certains droits fondamentaux durement gagnés, tels que le droit à l'avortement. En Suisse aussi, de telles revendications émergent. Comment vois-tu ce retour du conservatisme en tant que femme de gauche ?**

Il est tout d'abord réjouissant de constater que le peuple suisse résiste à certains conservatismes. On a pu le voir cette année avec l'échec de la récolte de signatures pour limiter le droit à l'avortement.

Ensuite, force est de constater que bon nombre de ces mouvements réactionnaires se basent essentiellement sur des arguments douteux. C'est pourquoi il est de notre responsabilité de toujours nous appuyer sur les faits pour avancer nos arguments. Et nous avons pu récemment voir l'exemple d'une bonne application de ce principe. La législation contre l'homophobie pouvait être vue d'un mauvais œil par certains milieux. Mais après avoir eu l'occasion de discuter sereinement de ce que contenait réellement la loi et ses implications, ils ont pu changer d'avis et devenir favorables à ce projet.

**Le Parlement a récemment accepté la révision du droit pénal en matière de violences sexistes et sexuelles. Qu'est-ce que cela implique pour la défense des victimes de ces violences ?**

« En Suisse, nous disposons d'une manière générale d'un bon filet social, mais malheureusement trop de gens passent encore au travers. »

L'une des avancées majeures de cette loi est la reconnaissance du viol, indépendamment du genre. La définition n'est donc plus aussi limitée qu'avant et concerne toutes les victimes de violences sexuelles. De plus, on reconnaît enfin clairement par cette loi le droit à l'autodétermination du corps et on renforce des programmes de prévention pour les auteurs de contrainte sexuelle ou de viol. Cela constitue une avancée majeure pour le droit suisse.

Les autorités compétentes doivent maintenant mettre en œuvre la loi avec diligence. Il faudra s'assurer qu'à l'avenir, les victimes, toutes les victimes, puissent être entendues et accompagnées par des professionnel-les à chaque étape du processus allant de la plainte au jugement.

**En mai dernier, tu as déclaré à l'occasion de la Journée d'action contre la pauvreté et la précarité: «La lutte contre la pauvreté est prioritaire». Dans un pays aussi riche que la Suisse, est-ce que ce n'est pas paradoxal de devoir encore fixer de telle priorité en 2023 ?**

Cela peut paraître paradoxal mais c'est pourtant essentiel. En Suisse, nous disposons d'une manière générale d'un bon filet social, mais malheureusement trop de gens passent encore au travers. Pour plusieurs raisons, certaines personnes n'ont pas recours à l'aide sociale alors qu'elles y ont droit. Bon nombre de ces personnes concernées craignent les conséquences que peut impliquer la perception de l'aide sociale: on peut avoir honte, craindre un renvoi pour les étranger-ères ou même ne pas savoir qu'on y a droit. Avec mon expérience professionnelle, j'ai pu constater que «tomber» à l'aide sociale est encore stigmatisant dans la mentalité suisse. Il est important de rappeler que ce n'est pas une sinécure que d'être à l'aide sociale. Les montants perçus sont modestes, il y a un devoir constant de justifier ses rentrées et dépenses d'argent, il y a un suivi constant de la part des bureaux en charge de l'aide sociale financière.

Et il faut également rappeler qu'un grand nombre de personnes sont proches d'une situation de pauvreté et qu'une facture imprévue pourrait les faire tomber dans une douloureuse spirale d'endettement.

**Enfin, à l'occasion du 1<sup>er</sup> août, tu as fait un discours appelant la jeunesse à s'engager en politique. D'aucuns pourraient rétorquer que les jeunes s'engagent, mais par le biais d'as-**



**sociations, de mouvements citoyens ou encore sur internet. Est-ce que ce ne sont pas les partis politiques qui sont dépassés ?**

Je trouve passionnant d'essayer de comprendre comment les jeunes se politisent. Il est motivant de constater qu'il y a un accroissement de la politisation des jeunes dans les mouvements citoyens, comme pour le 1er mai, la Grève féministe ou les marches pour le climat. Je ne considère pas que cela entre en contradiction avec l'engagement militant au sein d'un parti politique. Ces deux dynamiques sont complémentaires et nécessaires pour faire entendre les voix progressistes. Et nous avons la responsabilité de porter les revendications provenant de la rue, en quelque sorte l'intelligence collective de la rue dans les institutions politiques du pays.

De plus, il me paraît erroné de considérer les partis politiques comme ringards. On observe un afflux constant de nouvelles et nouveaux camarades, bien souvent jeunes, dans les rangs du PS Suisse. Cependant, ce qui peut décourager les jeunes de rejoindre un parti politique est le poids des structures des partis et le possible décalage entre le discours sur la jeunesse et la place qu'on leur laisse prendre.

**Nous arrivons au bout de notre entretien, merci d'y avoir participé. Et comme mot de la fin, quels sont les grands projets que tu veux entreprendre à l'avenir ?**

L'un des grands dossiers prioritaires concerne la migration et l'intégration. Je souhaite favoriser l'accès à la formation pour faciliter l'entrée sur le marché du travail, qui est l'un des premiers lieux de socialisation pour les personnes migrantes. Cette politique me tient à cœur, car, en plus de servir nos idéaux humanistes d'accueil, elle permet de répondre à un manque significatif de main-d'œuvre dans notre pays.

Je souhaite également contribuer à élaborer un texte relatif aux multinationales responsables. Il est important que les règles suisses puissent être harmonisées au niveau international.

Enfin, un projet qui me tient particulièrement à cœur est la mise en place d'une plateforme intercantonale de collaboration entre les services traitant de la question des violences conjugales. Il y a encore un grand pas à faire en ce sens afin d'assurer l'application de la loi et de protéger, aider et accompagner au mieux les victimes.



Jonas Zürcher

# Nous prenons parti pour

**Le 26 août dernier s'est tenu le Congrès du Parti socialiste à Bienne. À cette occasion, un grand nombre de camarades se sont réuni-es, plus motivé-es que jamais pour mener une campagne ambitieuse jusqu'aux élections fédérales du 22 octobre prochain. Retour sur un Congrès qui prend parti pour une Suisse solidaire.**



Cédric Wermuth et Mattea Meyer, Co-présidence du PS Suisse

La phase chaude des élections fédérales est lancée, et c'est avec enthousiasme et détermination que les camarades l'ont signifié lors de ce Congrès. L'évènement nous a permis de rappeler que, malgré les sondages favorables de ces derniers mois, il est nécessaire pour nous d'effectuer un travail de mobilisation intense lors de ces prochaines semaines afin de contrer le virage à droite qui s'annonce. Aujourd'hui, la majorité bourgeoise du Parlement prend régulièrement des décisions qui vont contre les intérêts de toutes les personnes qui vivent de leur salaire ou de leur rente. Cela doit changer! Et le meilleur moyen pour amorcer ce changement est d'assurer une place plus importante au Parti socialiste aux Chambres fédérales lors de la prochaine législature. Le 22 octobre, nous déciderons ensemble si nous pouvons empêcher la Suisse que veut l'UDC, qui détourne les yeux de la crise climatique, s'oppose à toute avancée en matière d'égalité, fait de

la politique pour les plus riches, sert l'élite et ignore les plus faibles. Ou bien, si la Suisse solidaire l'emporte – une Suisse qui développe la protection du climat, fait avancer l'égalité, se soucie du fait que les gens aient de quoi vivre et que nous prenions soin les un-es des autres.

### Trois objectifs principaux

Ce Congrès s'est déroulé sous le signe de nos trois objectifs principaux pour la prochaine législature. Tout d'abord, le pouvoir d'achat: la hausse des primes d'assurance-maladie, les prix des loyers indécents, le niveau des rentes qui ne permettent pas aux retraité-es de vivre dignement, l'augmentation du prix de l'énergie ou encore l'inflation des produits de première nécessité sont autant de pressions sur le pouvoir d'achat de la population suisse.

Or, la dignité, le respect et la reconnaissance ne sont pas des privilèges réservés à quelques-uns, mais s'appliquent à toutes et tous et il est

grand temps que nous le disions haut et fort dans cette campagne électorale. Si les trois cents plus riches de ce pays voient leur fortune augmenter d'année en année et que, dans le même temps, toujours plus de gens ont peur de leur prochaine facture de loyer ou de primes d'assurance, c'est qu'il y a quelque chose qui cloche dans ce système. Et ce système, nous voulons le changer.

Ensuite, la protection du climat: le OUI à la loi climat du 18 juin dernier est une avancée majeure dans le combat contre le réchauffement climatique. Le défi écologique nécessite cependant plus d'actions de la part de l'État. C'est pourquoi le PS a lancé l'initiative pour un fonds climat qui vise à engager durablement les pouvoirs publics dans la transition énergétique et écologique. La tâche n'est cependant pas facile. La droite, soutenue massivement par les lobbies pétroliers, freine tout progrès majeur dans ce domaine. C'est pourquoi nous devons envoyer un signal fort le 22 octobre.

Enfin, l'égalité: dans ce domaine aussi l'année 2023 marque un changement majeur dans le droit suisse. Car, en plus d'avoir vu une vague violette déferler le 14 juin dans les





Jonas Zürcher



Jonas Zürcher

# ur une Suisse solidaire !

rues de notre pays, le Parlement a accepté la révision du droit pénal en matière de violences sexistes et sexuelles. Ceci permet enfin d'élargir la définition du viol et d'assurer un suivi professionnel aux victimes de ces violences. Mais nous sommes encore loin de l'égalité: les différences de salaire entre femmes et hommes sont encore importantes, l'absence d'accueil parascolaire abordable et en quantité suffisante reste un frein pour les parents, et la représentation des femmes dans la vie politique est toujours très inférieure aux hommes.

## **Alain et Elisabeth: un engagement sans faille**

Nos deux membres du Conseil fédéral ont également prononcé des discours forts. Alain Berset a rappelé l'importance de nous battre pour assurer une stabilisation du pouvoir d'achat en Suisse. La précarité touche plus de 700 000 personnes dans notre pays pourtant si riche. Et un grand nombre de personnes sont à une facture de 2500 francs imprévue de la chute sous le seuil de pauvreté. Elisabeth Baume-Schneider a mis l'accent sur la responsabilité de la Suisse pour le développement de la solidarité internationale et le rôle

majeur que notre pays doit jouer pour venir en aide aux personnes sur les routes de l'exil. De plus, la conseillère fédérale a insisté sur le travail qu'il reste à accomplir en matière de lutte contre les violences domestiques dont souffrent trop de femmes dans notre pays.

## **Vers une caisse maladie publique et sociale?**

Enfin, le Congrès a permis aux délégués d'accepter deux résolutions majeures: le soutien à l'initiative populaire pour l'inclusion et le lancement d'une initiative pour une caisse maladie publique et sociale en Suisse. La première vise à favoriser l'intégration des personnes en situation de handicap en Suisse. La première session parlementaire des personnes en situation de handicap, qui s'est tenue en mars, a permis aux personnes concernées d'exprimer les difficultés auxquelles elles doivent faire face pour prendre part à la vie politique. Que ce soit pour l'accès à l'information, l'application de leur droit de vote, ou leur représentation dans tous les niveaux de la vie politique Suisse, les personnes en situation de handicap sont encore fortement marginalisées. L'initiative pour l'in-

clusion vise à remédier à ce problème et c'est pour cela que le PS la soutient.

La deuxième résolution porte sur l'introduction d'une caisse-maladie publique et sociale à la place des assurances-maladies privées qui existent actuellement. Cette proposition est une réponse concrète à de nombreux problèmes auxquels nous devons faire face aujourd'hui. Une caisse publique permet de mieux gérer le niveau des primes et de les limiter à 10 % du revenu des ménages. Elle favorise également le contrôle des coûts de la santé en enlevant de l'équation la concurrence entre les caisses privées et en favorisant une collaboration étroite entre tous les acteurs de la santé. De plus, une telle caisse unique permet d'instaurer une transparence totale sur la gestion des fonds de la caisse-maladie et donne ainsi à la population comme aux pouvoirs publics un droit de regard sur la gestion de ces caisses.

En résumé, le Congrès du Parti socialiste du 26 août a été l'occasion de réaffirmer les valeurs du parti pour un avenir durable, pour atteindre au plus vite l'égalité et assurer un pouvoir d'achat fort pour la population suisse. Et nous réaffirmerons ces valeurs le 22 octobre dans les urnes.



# Une large alliance pour des crèches abordables

**Selon un rapport du Conseil fédéral, les mères en Suisse reçoivent en moyenne 68 % de salaire en moins que les pères après le premier enfant. Selon la même étude, le développement de l'accueil extrafamilial des enfants pourrait remédier à cette situation négative.**

Les modèles de pensée conservateurs et l'inégalité salariale entre les sexes en général sont responsables de cette différence. Mais celle-ci s'explique aussi par une infrastructure plutôt modeste pour l'accueil extrafamilial des enfants. La Suisse est en effet la lanterne rouge européenne en matière de financement de l'accueil extrafamilial des enfants.

Cela doit changer. C'est pour cela qu'une large alliance allant du centre-droit au PS et aux syndicats a déposé en juillet environ 105 000 signatures à la Chancellerie fédérale à Berne. L'initiative demande davantage de places de crèche abordables dans toute la Suisse et de meilleures conditions de travail pour les employé-es.

## Lutter contre la pénurie de main d'œuvre

Lors de la conférence de presse, les représentant-es de la large alliance qui a soutenu l'initiative ont toutes et tous souligné que la Suisse était très en retard dans ce domaine. Des élu-es du Centre et des Vert'libéraux étaient même présent-es et ont souligné que développer les offres d'ac-

cueil extrafamilial et leur qualité permettrait de lutter contre la pénurie de main d'œuvre qualifiée.

## Renforcer l'égalité

Les familles, en particulier les femmes, doivent aujourd'hui supporter les coûts liés à l'insuffisance des places en crèches. Pour les jeunes familles, il est encore très difficile de trouver une place en crèche abordable et de qualité.

Améliorer l'offre d'accueil extrafamilial, c'est agir concrètement pour l'égalité. En témoigne un exemple neuchâtelois: des économistes y ont étudié l'effet de la création de 800 places de crèche supplémentaire. Selon l'étude, la création de nouvelles possibilités de garde a permis aux mères d'augmenter leur taux d'emploi. 2 000 femmes auraient profité de cette mesure dans le canton. Alors que la Suisse a récemment perdu huit places dans un classement mondial sur l'égalité, des mesures concrètes sont nécessaires.

## Améliorer les conditions de travail

Une représentante des employé-es a également participé à la conférence



Valérie Piller Carrard,  
vice-présidente du PS Suisse  
et conseillère nationale (FR)

de presse. Amanda Ojalvo, éducatrice de la petite enfance à Genève, a souligné que l'épuisement et le stress sont très présents dans la profession.

Si nous avons pu déposer cette initiative, c'est parce que les militant-es du Parti socialiste ont récolté pendant plusieurs mois les plus de 100 000 signatures nécessaires. Vous avez et nous avons ainsi pris parti pour l'égalité et pour une Suisse solidaire. Merci pour votre engagement conséquent et en route pour faire gagner notre initiative !

## QUE DEMANDE L'INITIATIVE ?

L'initiative pour les crèches prévoit différentes mesures pour développer l'accueil extrafamilial des enfants :

- Une place d'accueil extrafamilial doit être garantie à tous les enfants jusqu'à la fin de l'enseignement de base.
- Les parents ne doivent pas payer plus de 10 % de leur revenu pour les places de crèche de leurs enfants.
- Les conditions de travail des employé-es des crèches doivent être améliorées.

Maintenant que la Chancellerie fédérale a validé les signatures, le Conseil fédéral et le Parlement doivent se prononcer sur l'initiative. Ensuite, la population pourra se prononcer sur l'initiative et, le cas échéant, sur un contre-projet. Pour en savoir plus, rendez-vous sur [direct-magazine.ch](http://direct-magazine.ch)

LE NOUVEAU LIVRE DE ROGER NORDMANN

# « Urgence énergie et climat – Investir pour une transition rapide et juste »

**Le conseiller national Roger Nordmann montre dans son dernier livre comment la protection du climat et la sécurité de l’approvisionnement vont de pair. Il explique de manière exemplaire comment l’initiative pour un fonds climat peut être mise en œuvre.**

**Ton livre est truffé de graphiques et de faits passionnants. Quel en est le message principal ?**

Avant de pouvoir développer des solutions, il faut mettre les faits sur la table. Le livre contient donc de nombreux graphiques qui expliquent les faits. Ce qui est important pour moi, c’est qu’il existe un moyen d’atteindre le zéro net. Il ne faut pas désespérer, mais il ne faut pas non plus nier les difficultés. La neutralité climatique se jouera sur la production d’électricité. Nous devons donc investir beaucoup d’argent dans ce domaine.

**Comment en arrives-tu à espérer que nous atteindrons encore l’objectif de 1,5 degré ?**

Ce chiffre provient de l’accord de Paris. Deux degrés sont probablement encore possibles. Il ne dépend pas seulement de la Suisse que nous puissions encore atteindre cet objectif global. Mais si des pays comme la Suisse n’agissent pas maintenant, nous ne l’atteindrons certainement pas.

**Quelles sont les principales mesures que nous pouvons concrètement mettre en œuvre ici ?**

Le zéro net est principalement une question d’énergie. 80 pour cent des émissions en

Suisse proviennent du pétrole et du gaz naturel. Nous devons donc assainir les bâtiments, électrifier la mobilité et produire nettement plus d’électricité renouvelable. Il existe ici de bonnes possibilités techniques. Mais je ne mets pas non plus entre parenthèses dans le livre des sujets difficiles comme la pénurie d’électricité en hiver.

**Où devons-nous changer notre comportement ?**

Jusqu’à nouvel ordre, il n’est techniquement pas possible de voler de manière durable. On ne pourra pas continuer à voler autant. La production durable de ciment pose elle aussi problème. Des adaptations sont également nécessaires dans l’agriculture, par exemple en ce qui concerne l’utilisation d’engrais. C’est justement parce qu’il y a des domaines difficiles qu’il faut commencer par les mesures les plus simples et faciles à mettre en œuvre sur le plan technique.

**Avec la loi sur la protection du climat, nous avons fait un pas en avant.**

La votation du 18 juin a été un grand succès, qui montre que nous devons financer les investissements dans la transition énergé-

tique de manière solidaire et équitable. Nous suivons également cette voie avec l’initiative pour un fonds climat. Dans le livre, je montre comment nous pouvons mettre en œuvre cette initiative. J’explique également pourquoi les aides à l’investissement sont mieux financées par la dette publique que par la taxation de l’énergie. Car une taxe sur l’énergie est injuste du point de vue social : les coûts ne seraient pas supportables pour une grande partie de la population. Les investissements doivent donc être financés de manière équitable – c’est notre approche, qui s’est imposée lors de la votation sur la loi sur la protection du climat.



**MOVENDO**  
L'institut de formation des syndicats

**La formation continue maintenant et plus que jamais!**

30–31 octobre 2023 à Chexbres, Cours F2.5.2301

## Agir pour sa santé et sa sécurité au travail

Notre santé est un élément clé dans le bien-être tant professionnel que personnel et il est important d’en prendre soin. Connaître les bases légales en vigueur en ce qui concerne notre place de travail, les risques encourus, les liens entre catégories professionnelles et santé est un premier pas pour agir à bon escient.



movendo.ch

« Parfois, ça  
vaut la peine de  
se lever tôt »



Une assistante de l'OSEO pèse une enfant dans le cadre de l'« Action valaisanne ».

## 90 ANS DE CAMPS POUR ENFANTS DE L'OSEO

En 1933, le Parti socialiste et l'Union syndicale suisse ont créé l'« Aide aux enfants ouvriers de Suisse », le noyau et le précurseur de l'Œuvre suisse d'entraide ouvrière (OSEO), qui a été créée trois ans plus tard. Les groupes de femmes socialistes étaient la force motrice derrière l'idée de donner aux enfants de familles pauvres et défavorisées une pause et de la nourriture en suffisance. À l'époque, peser régulièrement les enfants était par exemple au programme pour leur assurer une prise de poids.

La demande de places en camp de vacances a augmenté ces dernières années et l'OSEO a pu développer son offre. En 2017, un camp

pour les jeunes de Suisse romande a eu lieu pour la première fois. À partir de 2023, les enfants du Tessin seront également invité-es à un camp de vacances. Le financement des camps est chaque année un défi. Grâce à des fondations fidèles et de nouvelles et nouveaux donateur-trices, cela reste possible.

Une brochure commémorative pour le 90<sup>e</sup> anniversaire des camps de vacances pour enfants et adolescent-es de l'OSEO se trouve ici :

→ [www.oseo-suisse.ch](http://www.oseo-suisse.ch).



**Benno Lottenbach, 48 ans, a participé à plusieurs camps de vacances pour enfants et adolescent-es de l'OSEO dans les années 1990, finissant même par devenir chef de camp. Un regard en arrière à l'occasion du 90<sup>e</sup> anniversaire des camps de vacances pour enfants et adolescent-es de l'OSEO.**

Caroline Morel, responsable du secrétariat national de l'OSEO

**De quoi te rappelles-tu immédiatement lorsque tu penses aux camps de vacances pour enfants et adolescent-es de l'OSEO ?**

*Benno Lottenbach* : À l'âge de 14 ans, je suis allé pour la première fois au camp d'été d'Yverdon sans connaître personne. Cela a demandé un peu de courage. Je me suis immédiatement senti à l'aise et j'ai trouvé de nouvelles et nouveaux ami-es en très peu de temps. Ce que j'ai particulièrement apprécié, c'est que j'ai rencontré des personnes de toute la Suisse.

**Quelles ont été les difficultés auxquelles tu as été confronté ? Comment as-tu réussi à les surmonter ?**

Le tout premier jour a été certainement le plus grand défi, car je devais faire connaissance avec les autres adolescent-es. Mon moment fort a été une course en vélo avec différentes épreuves au début du camp. À l'une des épreuves, il fallait charger autant de rondins de bois que possible en largeur sur le vélo et rouler quelques mètres avec. J'ai gagné cette épreuve, mais les rondins étaient si lourds que j'ai eu un vélo avec une roue voilée pour le reste des vacances.

**Quels sont tes meilleurs souvenirs ?**

Un matin, nous avons dû nous lever avant le lever du soleil, ce que nous n'avons évidemment pas apprécié. Nous sommes allé-es observer les oiseaux dans une tourbière. À la fin, il y a eu un magnifique lever de soleil. C'est à ce moment-là que j'ai réalisé qu'il vaut parfois la peine de se lever tôt.

**Qu'est-ce qui ne t'a pas plu ?**

Lors du troisième camp, j'avais 16 ans et le groupe avait changé. Certain-es jeunes ne respectaient pas les règles. Les différentes classes sociales étaient palpables dans ce camp.

**Qu'as-tu appris dans les camps de vacances pour enfants ?**

Une des meilleures expériences a été d'avoir l'occasion de rompre avec les anciens schémas et l'image que mon environnement habituel avait de moi. En ne connaissant personne, j'ai pu me réinventer. J'ai aussi appris à aller vers les gens et à leur donner une chance. Grâce aux séjours en camp, j'ai réalisé qu'il existe différents milieux sociaux et qu'un excellent groupe mixte peut en découler.



**Qu'est-ce qui peut bien motiver un élu local du Bas-Valais à monter dans un train à 6h17 pour se rendre à Wasserauen, en Appenzell, un samedi matin de juin ? Non pas le tourisme national, mais la communauté montagnarde socialiste ! Car en ce mois de juin 2023, le Groupe socialiste des régions de montagne s'est réuni en Appenzell afin de discuter ensemble des enjeux communs dans les régions montagnardes. Au niveau international, nous sommes réuni-es dans la « Arbeitsgemeinschaft der Sozialdemokraten und Sozialdemokratinnen im Alpenraum (ASA) », en Suisse, nous nous rencontrons à nouveau régulièrement depuis 2017. Car ensemble, on respire mieux dans l'air raréfié.**

En juin dernier, une vingtaine de socialistes alpins des cantons de Glaris, des Grisons, du Tessin, du Valais, d'Uri, de Schwyz et d'Appenzell Rhodes-Intérieures se sont réunis dans le massif de l'Alpstein. Ensemble, nous nous sommes rendu-es à Ebenalp (AI), où nous avons échangé nos points de vue sur le travail politique dans les régions de montagne autour de plats typiques de la cuisine local. Le président du Parti cantonal d'Appenzell Rhodes-Intérieures, Martin Pfister, avait organisé cet échange sur les thèmes de l'économie durable et du tourisme respectueux de l'environnement.

L'après-midi, nous avons échangé avec Roger Gmünder, spécialiste des sciences de l'environnement, sur le mode de fonctionnement durable des sources minérales Gontenbad. Roger Gmünder nous a exposé de



Clément Borgeaud, président du Parti socialiste du Valais romand

quelle manière, dans les domaines les plus divers – de la consommation de carburant pour les trajets de livraison au taux de collecte des bouteilles en PET – les valeurs qui méritent une amélioration dans les processus de production sont identifiées et abordées de manière ciblée. Cette présentation s'est faite sous la lumière du cadre visuel « Doughnut », qui permet de combiner le concept de limites planétaires avec celui des frontières sociales.

Après ce premier atelier passionnant, Roman Sutter, expert en suivi écologique des constructions, nous a fait visiter le jardin alpin naturel de l'Ebenalp – un lieu qui a été et est toujours fortement marqué par un tourisme extrêmement fort. Cet excès de tourisme a eu des conséquences lourdes sur la flore du jardin. Diverses mesures d'encadre-

ment du parc sont mises en place, afin de protéger la biodiversité du lieu et de relever ce défi de manière écologique et durable.

Outre l'excursion annuelle du Groupe socialiste des régions de montagne, des rencontres en ligne sont régulièrement organisées. Actuellement, nous nous penchons sur les thèmes de l'aménagement du territoire et des résidences secondaires, de l'énergie et des transports: comment maintenir des logements abordables dans les points chauds touristiques, qui sont nombreux dans la région alpine? Comment encadrer le développement de l'énergie solaire dans les Alpes? Que faisons-nous contre les embouteillages dans les vallées grisonnes, uranaises et tessinoises? Quelle mobilité d'avenir pour l'arc alpin et comment y parvenir?

Les personnes qui souhaitent participer peuvent s'inscrire par courriel auprès de Rebekka Wyler, co-secrétaire générale du PS Suisse et conseillère communale à Erstfeld (UR): [rebekka.wyler@pssuisse.ch](mailto:rebekka.wyler@pssuisse.ch).

Le papier de position du Groupe socialiste des régions de montagne est disponible sous  
→ [www.alpensozis.ch](http://www.alpensozis.ch)

## UNE AIDE POUR LES CRÈCHES : LA DROITE N'EN VEUT PAS !

Alors que le Conseil national avait accepté le projet de loi visant à aider les jeunes parents dans le financement des places de crèche, la Commission compétente du Conseil des États, elle, la refuse. Ou plus précisément, repousse le vote à une date ultérieure. Cette décision, certes cynique mais stratégique, permet au Conseil des États de ne pas statuer avant les élections fédérales. Car les partis de droite et du centre veulent éviter de mettre en avant leur conservatisme à l'approche de l'échéance électorale. Ainsi, la loi visant à aider financièrement les jeunes parents et favoriser l'égalité est victime des calculs politiques du camp bourgeois. Pour eux, l'égalité peut attendre.

## SUCCÈS PS MOBILISATION MASSIVE POUR LES ÉLECTIONS FÉDÉRALES

Le PS Suisse a lancé une ambitieuse campagne de mobilisation en vue des prochaines élections fédérales. L'objectif est d'engager des discussions individuelles avec toutes les personnes intéressées pour comprendre leur volonté et leur capacité à s'impliquer dans la campagne.

Les entretiens sont coordonnés par les Partis cantonaux. À partir de la fin du mois d'août, une série d'événements téléphoniques à grande échelle a été menée dans tout le pays, dans le but de contacter chaque membre du parti.

Ces appels téléphoniques aux membres et sympathisant-es servent à les encourager à participer activement à la seconde phase de la mobilisation téléphonique, qui débute à la fin du mois de septembre. À ce moment-là, de nombreux-ses membres prendront contact avec des sympathisant-es partageant les valeurs du PS. L'objectif de ces conversations est notamment de lutter contre l'abstentionnisme.

Cette campagne de mobilisation offre l'opportunité de dialoguer d'une manière différente avec nos camarades et les électeur-trices du PS. En unissant nos forces, nous sommes plus que jamais déterminé-es à prendre parti pour une Suisse solidaire.

Louis Dana, responsable de la campagne de mobilisation pour la Romandie

6

## questions à **Melinda Frossard**, 35 ans

**Profession :** J'ai tout d'abord été boulangère-pâtisnière avant de suivre une formation d'éducatrice sociale. **Hobbies :** J'aime les marches en montagne et je confectionne également des pâtisseries – c'est une petite déformation professionnelle de mon ancien métier. Depuis que je suis parent, j'aime passer du temps avec ma fille en faisant des activités créatives telles que la peinture ou le dessin.

### Présente-toi en quelques mots.

Je suis mariée, j'ai une fille de 2 ans et 8 mois et j'ai grandi dans la région du Chablais.

### Comment te décrirais-tu en trois mots ?

Je suis une personne franchement honnête qui s'investit pleinement dans les projets dans lesquels elle s'engage, avec sincérité et dynamisme. Mon mari dirait aussi de moi que je suis une maman ours, je ne vois pas de quoi il parle ...

### Pourquoi avoir choisi de rejoindre le PS ?

J'ai rejoint le PS car j'ai aujourd'hui davantage de temps que lorsque je suivais des formations en plus de mon métier à plein temps. J'ai une forte sensibilité pour les valeurs socialistes et tout spécialement pour la justice sociale. J'aspire à un monde plus juste et équitable pour toutes et tous, en particulier pour les personnes défavorisées. Je pense que la PS est le parti qui est au plus proche de la population, de ses combats et de ses réalités de vie. Et comme je suis maintenant parent, j'aspire également à une réelle politique familiale que seul le PS défend véritablement.

### Quelle est pour toi la priorité politique en suisse ?

Les priorités politiques pour moi sont multiples, mais elles peuvent être menées notamment par une mesure politique commune : l'introduction d'un revenu minimum au niveau national. Ceci renforcerait le pouvoir d'achat et assurerait des conditions de vie dignes pour toutes et tous. Une telle mesure permettrait également d'avancer dans le combat pour l'égalité étant donné qu'aujourd'hui les femmes sont surreprésentées dans les métiers à bas revenus. Ainsi, par un revenu minimum au niveau national, nous pourrions mener le combat pour le pouvoir d'achat et l'égalité sur un même front.

### Si tu avais une baguette magique, quelle serait ta première action ?

Baguette magique ou fée clochette : déjà, je demanderais 3 vœux en plus. Ensuite, sur une note plus sérieuse, je souhaite davantage d'ouverture et de solidarité pour autrui et avant tout à l'échelle locale : dans son village, dans son voisinage, dans son lieu de travail.

### Quelle est ta vision du PS dans vingt ans ?

Le PS dans 20 ans aura su s'adapter aux enjeux des futures générations. Et grâce à ces jeunes générations, le Parti est déjà sur une bonne voie. Ces nouveaux enjeux ne doivent cependant pas éclipser les valeurs et les combats historiques du PS. Les socialistes seront toujours proches de la population !



# Croissance économique : fléau ou bénédiction ?

**La croissance économique est-elle la solution à la crise climatique, ou en est-elle la cause ? C'est la question à laquelle les participant-es de la conférence bruxelloise « Beyond Growth » ont réfléchi. Une réponse simple est compliquée.** Lea Trogrlic, responsable de projet au PS Suisse

Avec cette conférence, les organisatrices souhaitent jeter un pont entre la science et la politique. C'est pourquoi, en plus de scientifiques, des représentant-es de l'UE ont été invité-es à participer à la conférence « Beyond Growth ». Environ 7000 participant-es, principalement jeunes, ont suivi les discours sur place à Bruxelles ou en ligne, et ont débattu de la manière dont nous devrions aborder la croissance du produit intérieur brut (PIB) face à la crise climatique. La réponse dépend en grande partie de la manière dont nous percevons la croissance du PIB : comme une solution ou comme une cause de la crise climatique ? La science et la politique adoptent des approches différentes sur cette question.

En politique, la croissance du PIB est souvent célébrée et encouragée en tant que moteur de l'innovation technologique. Cependant, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a exprimé des critiques à l'égard du modèle de croissance actuel basé sur les énergies fossiles, le déclarant obsolète. Elle plaide en faveur d'une économie de marché sociale basée sur une croissance du PIB alimentée par les énergies renouvelables. Le PIB a également été critiqué en tant qu'indicateur de richesse et de qualité de vie. Des indicateurs complémentaires sont nécessaires, notamment pour mesurer le développement durable ou la satisfaction de vie des personnes.

## Redistribution urgente de haut en bas

La science, quant à elle, considère la croissance du PIB comme un moteur de la consommation de ressources. C'est pourquoi les scientifiques présent-es ont plaidé lors de la conférence en faveur d'un système économique indépendant de la croissance. Le changement climatique ne peut pas être

stoppé tant que la production et la consommation de biens et de services continuent d'augmenter. Sur ce point, les scientifiques étaient d'accord.

Cependant, quelles sont les industries économiques judicieuses d'un point de vue social et écologique ? Cela inclut, par exemple, le maintien et le développement de services publics financé par l'État, tels que les soins, les énergies renouvelables et l'éducation. Les secteurs tels que les énergies fossiles et les biens de luxe sont exclus. En fin de compte, qu'il y ait une croissance ou un déclin du PIB n'a pas d'importance, tant que la consommation d'énergie et de ressources d'une économie nationale est réduite. Une chose est claire : de telles décisions doivent être prises démocratiquement.

## La JS Suisse avait raison

Les scientifiques étaient également d'accord sur un autre point : pour rendre socialement acceptable le processus de transition vers un PIB durable, une redistribution du haut vers le bas est nécessaire. L'économiste écologiste Jason Hickel et Milena Buchs, professeure de bien-être durable, ont évoqué des impôts sur la fortune et un salaire minimum et maximum (rappelons-nous de l'initiative 1:12 de la JS Suisse !). Cependant, la manière dont un processus démocratique devrait être conçu pour trouver une acceptation politique dans le cadre des structures de pouvoir existantes et au-delà n'a pas été abordée.

La crise climatique est le défi le plus important de notre époque. C'est pour cela qu'en tant que parti, le PS doit réfléchir à la manière de réaliser une transformation sociale et écologique. Cette conférence a présenté des détails sur les voies de solution, mais a également soulevé d'autres questions. Des débats passionnants s'annoncent !

## LE CHIFFRE

# 175 ans

Nous fêtons cette année les 175 ans de l'État fédéral moderne. En 175 ans, la Suisse est passée d'un État gérant uniquement des tâches régaliennes à un État social fort. En 175 ans, nous avons obtenu l'AVS, l'assurance chômage ou encore le droit de vote des femmes pour n'en citer qu'une partie. Et ces avancées n'auraient jamais été rendues possibles sans un PS fort et déterminé.

## LE RÉSULTAT

# Allègement des primes

La droite refuse de renforcer efficacement le pouvoir d'achat de la population. Le mardi 12 septembre, le Conseil national voté un contre-projet minime à l'initiative du PS visant à plafonner les primes d'assurance-maladie à 10 % du revenu des ménages. Les partis bourgeois y ont préféré un texte bien moins ambitieux qui ne sera qu'un pansement temporaire face à l'augmentation constante des primes.

# Nous prenons parti pour des loyers abordables, des primes d'assurance-maladie plus basses et des retraites dignes.

## La Suisse est un pays riche

Mais les fins de mois sont difficiles pour de nombreuses personnes. La vie devient plus chère. Les loyers et les primes d'assurance-maladie augmentent rapidement. Le pouvoir d'achat est sous pression. Nous voulons que tout le monde ait assez d'argent pour vivre décemment – même celles et ceux qui ne gagnent pas des millions. Nous nous engageons donc pour des loyers abordables, des primes d'assurance-maladie plus basses et des retraites dignes.

### Notre initiative pour l'allègement des primes

Les primes d'assurance-maladie ont doublé au cours des 20 dernières années. Elles pèsent ainsi considérablement le pouvoir d'achat de la population. Avec l'initiative pour l'allègement des primes, nous veillons à ce qu'aucun ménage ne doive consacrer plus de dix pour cent de son revenu aux primes d'assurance-maladie.

## Nous prenons parti pour l'égalité

Ces dernières années, nous avons enfin pu progresser en matière d'égalité. Mais nous sommes encore loin d'avoir atteint notre objectif. La situation financière des femmes est toujours nettement moins bonne que celle des hommes. Les parents tentent encore tant bien que mal de concilier vie familiale et vie professionnelle. Les femmes et les personnes queer subissent encore le sexisme, entre autres formes de violences. C'est pour ces raisons que nous nous engageons pour des retraites plus élevées pour les femmes, des places en crèche abordables et le respect pour toutes et tous, indépendamment de la personne aimée ou du genre auquel on s'identifie.

### Notre initiative pour les crèches

Les places de crèche de qualité et abordables sont rares. C'est pourquoi ce sont surtout les femmes qui abandonnent tout ou partie de leur activité professionnelle pour s'occuper de leurs enfants. Avec l'initiative pour les crèches, nous veillons à ce qu'il y ait suffisamment de places de crèche abordables et que la conciliation entre vie familiale et professionnelle soit ainsi améliorée. Parallèlement, l'initiative pour les crèches garantit de bonnes conditions de travail et des salaires équitables.

## Nous prenons parti pour le climat et la sécurité d'approvisionnement

La protection du climat et la sécurité de l'approvisionnement énergétique sont les plus grands défis de notre génération. Nous ne pouvons les relever qu'ensemble. Nous voulons lancer une offensive solaire avec des investissements publics. Nous voulons faire avancer l'assainissement des bâtiments dans toute la Suisse et développer les transports publics. Et nous nous engageons pour une place financière propre : la Suisse ne doit plus faire d'investissements qui menacent le climat et la planète.

### Notre initiative pour un fonds climat

Notre initiative pour un fonds climat demande que nous investissions ensemble dans le renouveau écologique de la Suisse. Nous voulons construire des panneaux solaires sur l'ensemble du territoire, promouvoir l'assainissement des bâtiments dans toute la Suisse et développer les transports publics.

AZB  
CH-3001 Berne  
PP/Journal

La Poste Suisse SA